

TRACES⁴⁶ DE MÉMOIRE



PB-PP | B 19464
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉDAGOGIE ET TRANSMISSION

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DE
L'ASBL MÉMOIRE D'AUSCHWITZ

OCTOBRE - NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2022



LES BOURREAUX 2^e PARTIE

Actualité

À quel moment devient-il
impossible de les aimer ?
Katrin Himmler
p. 2

Auschwitz

Rouages dans la mécanique
de la cruauté :
Fritzsch et Palitzsch
p. 4

Interrogation

SS-*Standartenführer* Paul Blobel
p. 6
+ fiche pédagogique p. 9

Approfondissement

Le régimes des Khmers rouges
au Cambodge
p. 10

No Comment

p. 15

Le saviez-vous ?

Maria Mandl était surnommée
« la bête d'Auschwitz »
p. 16

Biblio

La mémoire dessinée
p. 17

Réflexion

La brutalité des gardiens allemands
du SS-*Auffanglager* de Breendonk
p. 18

Varia

p. 20

APRÈS LECTURE, MERCI DE
ME PASSER À VOS COLLÈGUES



Hitler's children

À QUEL MOMENT DEVIENT-IL IMPOSSIBLE DE LES AIMER ?

KATRIN HIMMLER

Quand on porte un nom de famille tel que Himmler, il semble assez naturel de vouloir en changer. Pourtant, Katrin Himmler a choisi de garder son patronyme au lieu de prendre celui de son mari israélien.

Katrin Himmler est née en 1967 et étudie les sciences politiques. Son grand-père, mort à Berlin en 1945, est Ernst Himmler, le plus jeune frère du dignitaire nazi Heinrich Himmler. La famille de Katrin a toujours soutenu que son grand-père n'avait aucune ambition politique, et qu'il n'était aucunement impliqué dans les méfaits de son frère. La vérité est pourtant tout autre, puisque Katrin a fini par découvrir qu'Ernst était membre du NSDAP, et même de la SS. Dans son livre Les frères Himmler. Une histoire de famille allemande (2005), elle fait face à son héritage familial.

Katrin Himmler est la petite-nièce du chef de la SS. Son grand-père était en effet le plus jeune frère de celui qu'Hitler surnommait *der Treue Heinrich*. Sa famille a toujours affirmé qu'aucune des atrocités commises au temps du nazisme n'était imputable à Ernst Himmler... jusqu'à ce que Katrin mène sa propre enquête et fasse éclater la vérité sur les agissements de son aïeul. Elle a ainsi découvert que son grand-oncle n'était pas le seul Himmler à s'être

livré à des actes criminels pendant la guerre. Katrin Himmler explique : « Dans notre famille, Heinrich était si mauvais, si monstrueux, qu'il éclipsait tous les autres membres de la famille Himmler. Ils étaient, eux aussi, de fervents nazis, mais personne n'en parlait. Personne ne posait de question. » Après avoir mis au jour ce terrible passé, elle a décidé d'interroger son père, preuves à l'appui. Malgré la bonne relation qu'elle entretenait – ou pensait entretenir –

avec lui, Katrin s'est heurtée à un mur. Au fil de ses investigations sur son grand-père, qu'elle n'a d'ailleurs jamais connu, elle a en outre déterré les sombres secrets d'autres membres de sa famille, par exemple sa grand-mère : « Je l'aimais beaucoup. Je tenais énormément à elle. Ça a été un vrai choc de découvrir ses lettres et de réaliser qu'elle était restée en contact avec d'anciens nazis. Elle a même envoyé des colis à un criminel de guerre condamné à



Heinrich Himmler naît en 1900 à Munich. À 23 ans, il rejoint le NSDAP et participe à la tentative de putsch d'Hitler. Il intègre ensuite la SS dès sa création, en 1925, pour y acquérir, quatre ans plus tard, le titre de *Reichsführer*. Sous ses ordres, ce qui n'était au départ qu'une faction de la SA se transforme progressivement en un véritable « ordre noir ». Un an après la *Machtsübernahme*, Heinrich Himmler succède à Göring à la tête de la Gestapo. En 1936, il nationalise différentes forces de police, et s'impose ainsi comme l'un des hommes les plus puissants de l'empire nazi. Pendant la Seconde Guerre mondiale, sa SS devient un outil du judéocide. La carrière d'Himmler atteint toutefois son apogée en 1943, lorsqu'il est nommé ministre de l'Intérieur. À la fin de la guerre, il négocie de son propre chef avec les Alliés, ce qui lui vaut d'être relevé de ses fonctions par Hitler. Heinrich Himmler est finalement arrêté par l'armée britannique le 22 mai 1945 et se suicide le lendemain. Heinrich Himmler et sa femme ont eu un enfant biologique : Gudrun Burwitz, née Himmler (voir *Traces de mémoire* 48).

Katrin Himmler : J'ai tout essayé pour donner une note positive à ce nom... ▶



© TDR

mort. J'en ai été malade. Ce fut très difficile pour moi », a-t-elle déclaré à ce sujet.

En 2005, Katrin Himmler a publié un livre intitulé *Les frères Himmler. Une histoire de famille allemande*. Pour elle, raconter l'histoire de sa famille était capital. Ce projet a en revanche été moins bien accueilli par certains membres de sa famille, qui lui en ont voulu de dévoiler au monde un secret qu'ils auraient préféré garder pour eux. « Ça m'a vraiment fait du bien d'écrire ce livre, et c'est aussi une bonne chose pour mon fils, mais je ne peux pas me prononcer pour ma famille. Je pense que certains d'entre eux ne le voient pas de cet œil », a déclaré Katrin, avant de poursuivre : « Parfois, les liens familiaux se brisent. Ça arrive, surtout quand on sort de tels cadavres des placards. C'est toujours douloureux. Je trouve dommage que certains membres de ma famille m'en veuillent et aient choisi de couper les ponts. Ça fait mal [...] C'est une conséquence que je dois assumer : la plupart

des gens préfèrent que leurs secrets restent enfermés à double tour. »

Katrin s'est aussi interrogée sur l'amour qu'une personne peut porter à ses proches malgré les horreurs dont ils se sont rendus coupables pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle a formulé sa réponse comme suit : « Je pense que la vraie question est : où fixer la limite ? Où est la frontière entre les gens qui étaient un peu moins responsables qu'Heinrich, et ceux qui étaient un peu plus impliqués que mon grand-père ? C'est difficile à dire. Les limites sont floues. Je me demande toujours : à quel moment devient-il impossible d'aimer ces parents ? Jusqu'où peut-on encore les aimer ? Où est le point de rupture ? Je pense que c'est une question très difficile, et que chacun des enfants concernés y répond à sa manière. Je pense que pour la plupart des enfants de grands criminels nazis, il est impossible de trouver l'équilibre. En général, ils renient complètement leurs parents pour pou-

voir échapper au passé et suivre leur propre voie, ou ils leur vouent une loyauté et un amour inconditionnel et balayent tout le négatif sous le tapis. Je pense qu'il est très compliqué de ne pas tomber dans l'un de ces deux extrêmes. » Katrin Himmler conclut son entretien en précisant : « J'ai fait de mon mieux pour associer quelque chose de positif à ce nom en étudiant cette partie de l'histoire. Personnellement, j'estime qu'il est temps d'arrêter d'avoir honte. J'ai fait de mon mieux pour prendre de la distance et examiner ce lien familial d'un œil critique. Je sais que je ne suis pas au bout de mes peines. Je pense que c'est un processus sans fin. C'est un travail de longue haleine. Je sais que ça me poursuivra toute ma vie. » ■

Johan Puttemans
Coordinateur pédagogique
ASBL Mémoire d'Auschwitz

ROUAGES DANS LA MÉCANIQUE, DE LA CRUAUTÉ

FRITZSCH ET PALITZSCH



Karl Fritzsch à Auschwitz

© TDR

Après les commandants du camp d'Auschwitz, place aux SS de rang inférieur qui ont, eux aussi, laissé aux survivants des souvenirs traumatisants. Karl Fritzsch et Gerhard Palitzsch étaient tous deux SS-Hauptsturmführer, et sont mentionnés dans presque tous les ouvrages (généraux) sur Auschwitz en raison de leur cruauté extrême envers les détenus.

Karl Fritzsch est né en 1913 à Nassengrub (Mokřiny), dans la région tchèque des Sudètes. Il a rejoint le NSDAP et la SS en 1930, et a commencé à travailler à Dachau trois ans plus tard. Quand Auschwitz est entré en service, en mai 1940, il y est devenu *Schutzhaftlager-führer* et successeur du commandant Rudolf Höß. En juillet 1941, Fritzsch a laissé le frère Maximiliaan Kolbe prendre la place d'un Polonais marié et père de famille dans une cellule du Block 11 du *Stammlager* d'Auschwitz I. Un détenu s'était en effet échappé du camp plus tôt dans l'année, et la règle voulait que les autres soient punis à sa

place. Kolbe a survécu deux semaines sans manger, et a finalement reçu une injection létale de phénol. Fritzsch avait pour habitude de prononcer un « mot de bienvenue » à l'intention des nouveaux arrivants. Il entretenait le système de terreur au sein du camp, sélectionnait lui-même les détenus qui seraient condamnés à mourir de faim, et a même été chargé des premiers essais visant à utiliser le Zyklon B pour l'élimination massive des prisonniers. Le premier test à grande échelle a été organisé en septembre 1941 dans le but de supprimer les malades encombrant les cellules (et jugés inutiles par les nazis). L'expé-

rience a été menée par Fritzsch dans les caves du Block 11. Des captifs polonais et soviétiques épuisés ou malades sont ainsi morts dans d'atroces souffrances après avoir été gazés au Zyklon B, un pesticide utilisé pour nettoyer les baraques du camp. En février 1942, Karl Fritzsch est devenu commandant du camp de Flossenbürg. En novembre 1943, il a été condamné à une peine d'emprisonnement avec sursis pour avoir abusé de ses prérogatives. En 1944, il a pris la tête de deux sections du camp de Mittelbau-Dora. À l'automne 1944, il a été affecté à la 18^e *Panzergrana-dier-Division* de la SS et envoyé au

front. La date exacte de son décès est inconnue, mais il est possible qu'il soit tombé lors de la bataille de Berlin, en mai 1945.

Gerhard Palitzsch est né en 1903 à Grossopitz-Tharandt, près de Dresde, et était agriculteur de métier. Il a intégré le NSDAP et la SS en 1933. Sa carrière dans les camps de concentration a démarré un an plus tard. En mai 1940, il a quitté Sachsenhausen pour rallier le tout nouveau camp d'Auschwitz en même temps que le premier groupe de criminels allemands (triangles verts). Il y est devenu *Rapportführer*, c'est-à-dire sous-officier responsable de l'exactitude des effectifs. Il a rapidement manifesté une cruauté sans bornes,

fusillant lui-même des détenus au Mur de la mort et participant aux premières expériences de gazage de masse au Zyklon B. Palitzsch faisait partie de ces SS qui n'avaient besoin d'aucun ordre pour exécuter des prisonniers. Il a notamment abattu plusieurs officiers polonais arrivés au camp le 15 août 1940. Une mise en accusation ultérieure du *Rapportführer* a révélé qu'il les avait liquidés parce qu'ils avaient refusé d'embrasser ses bottes. Gerhard Palitzsch est devenu *Rapportführer* du camp pour hommes en 1942, puis directeur du *Zigeunerlager*. Après avoir perdu sa femme, décédée le 4 novembre 1942 du typhus, une maladie perpétuellement présente à Auschwitz, Palitzsch a basculé dans l'alcool et la violence. À Auschwitz, les résistants l'appelaient « der größte Lump von Auschwitz » (la pire crapule d'Auschwitz). Il souffrait vraisemblablement de graves problèmes psychiques qui ne faisaient pas

bon ménage avec une position qui lui donnait le droit de vie ou de mort sur des détenus. Palitzsch a été arrêté pour avoir eu des relations sexuelles avec une détenue juive. Il a toutefois été libéré grâce à l'intervention du commandant Höß, et a ensuite été affecté au camp satellite de Brno en tant que commandant pour être arrêté un mois plus tard, accusé de « honte à la race » et d'enrichissement personnel aux dépens du Reich. Il a ainsi été envoyé au camp de Danzig-Matzkau, et condamné à plusieurs années de détention par un tribunal de la police et de la SS. Il a finalement été gracié par la SS en juin 1944, mais a tout de même été rétrogradé et relégué dans une unité de réinsertion. Palitzsch a perdu la vie en Hongrie le 7 décembre 1944 lors de la bataille de Budapest. ■

Frédéric Crahay
Directeur
ASBL Mémoire d'Auschwitz



© Musée national d'Auschwitz-Birkenau



Gerhard Palitzsch

LE SS-STANDARTENFÜHRER PAUL BLOBEL

PLUSIEURS CRIMES, UN SEUL COUPABLE

Le 10 avril 1948, le Tribunal militaire international de Nuremberg organisé par les Alliés a rendu son verdict dans le cadre du procès n° 9 contre les dirigeants des unités mobiles d'extermination, ou Einsatzgruppen. Quatre des 23 accusés ont été pendus à la prison de Landsberg le 7 juin 1951. L'un d'entre eux était Paul Blobel, chef du sous-commando 4a de l'Einsatzgruppe C, déployé en Ukraine. Blobel a rejoint le banc des accusés en raison de sa responsabilité dans l'élimination de prisonniers de guerre, de prisonniers politiques, de malades mentaux, d'asociaux, de Roms, de Sinti, et surtout de Juifs – autant de crimes commis sur ses ordres entre juin 1941 et début 1942, c'est-à-dire après l'invasion de l'Union soviétique. Les chefs d'accusation portaient plus précisément sur sa responsabilité dans le massacre perpétré à Babi Yar, près de Kiev, en septembre 1941. Blobel n'a en effet jamais été inquiété pour le rôle qu'il a joué dans l'élimination des traces des crimes nazis en sa qualité de responsable de l'opération menée par le Sonderkommando 1005. L'avocat de Blobel, le Dr. Willi Heim, a affirmé que son client ne pouvait être poursuivi pour des activités qui ont eu lieu après la période sur laquelle portait l'inculpation, c'est-à-dire, dans le cas des Einsatzgruppen, après juillet 1943. L'opération était également délicate pour le droit occidental, puisqu'il aurait fallu créer une nouvelle législation en marge des lois relatives aux « crimes contre l'humanité ». Le procureur a donc dû renoncer à l'opportunité historique d'interroger Blobel au sujet de l'Aktion 1005.

Les historiens n'ont jamais pu déterminer le nombre exact de victimes. Comme l'a expliqué Rudolf Höß, qui fut chargé, à la fin de l'été 1942, d'effacer les traces des crimes commis à Birkenau : « Les corps devaient être éliminés de sorte qu'on ne puisse tirer aucune conclusion quant au nombre de personnes incinérées. » Höß a ajouté que Blobel était le seul à avoir eu entre les mains un rapport recensant avec précision les fosses communes dans les territoires conquis de l'Est, et attestant par conséquent de l'étendue des crimes nazis. La destruction des traces compromettantes faisait partie intégrante du processus d'extermination systématique des

Juifs d'Europe, permettant dans un même temps aux coupables de nier l'existence même de la Shoah. L'étude de cette dernière phase du processus d'extermination est capitale, car il s'agit là de la mission d'un seul homme investi d'un mandat spécial ratifié par une autorité supérieure. Au vu de la portée de ses activités, nous pouvons supposer qu'il suffisait parfois, pour mener à bien un projet à grande échelle, de recourir à une poignée d'« agents zélés » placés à des postes clés et disposant de l'appui policier nécessaire, du soutien logistique de l'armée, et d'une réserve de main-d'œuvre forcée renouvelable et exploitable à souhait. Dans le cas

de Blobel, ces agents étaient entièrement soumis à l'autorité de leurs supérieurs, mais jouissaient, chacun dans leur domaine, d'un statut de mandataire exclusif.

Ces bourreaux, choisis au sein du mécanisme de répression, n'étaient pas promus au hasard. Pour intégrer le système d'extermination, il fallait en effet répondre à des critères bien précis. L'exemple de Blobel est particulièrement instructif, puisqu'il permet de suivre l'évolution d'un homme qui a progressivement perdu toute empathie pour l'« autre » – un processus qui s'est enclenché dans son cas, pendant la Première Guerre mondiale.



© TDR



© TDR

Paul Blobel,
quelques instants avant son exécution

Paul Blobel en 1939,
détail d'une photo d'identité
du Volkswohlfahrt

Blobel a en outre appris à se retourner contre ses compatriotes allemands pendant la répression interne des années 1930 – une propension qui s'est fortement accentuée pendant la guerre, et notamment lors de la campagne d'extermination menée dans les pays de l'Est.

La génération de Blobel a en outre été confrontée à une seconde expérience négative, à savoir la difficulté de trouver ou de conserver un emploi après la Première Guerre mondiale. Fruit de la discipline et de l'autorité prussiennes, Blobel a toujours eu du mal à se plier aux exigences du secteur privé et de la libre entreprise. La crise économique d'après-guerre a simplement mis un terme définitif au cours « normal » de sa carrière. Contraint de vivre des allocations de chômage à partir de 1930, Blobel a décidé de s'affilier au parti national-socialiste en 1931, et de rejoindre la SS en janvier 1932, ce qui lui a permis d'obtenir un poste dans la *Stapo* (ou *Staatspolizei*) de Düsseldorf en mars 1933. Un an plus tard, en juin 1934, il a été muté au SD (*Sicherheitsdienst*), le service embauchant du personnel versé dans la répression politique ainsi que dans la poursuite et l'arresta-

tion des opposants au régime. Pour Blobel, cette reconversion professionnelle a marqué la fin des difficultés économiques, mais le début d'une plongée volontaire au cœur de la barbarie. Même s'il n'appartenait pas au noyau dur formé par les tout premiers adeptes du parti, Blobel a rejoint le NSDAP avant que les nazis accèdent au pouvoir, et donc moins par opportunisme que par conviction idéologique, même si les circonstances économiques ont joué un rôle dans son adhésion.

Quand la Seconde Guerre mondiale a éclaté, Blobel avait 45 ans, était marié et père de deux enfants. En 1941, il a été placé à la tête du *Einsatzkommando 4a*, une sous-section de la *Einsatzgruppe C*. Il faisait partie des chefs les plus âgés et les moins diplômés de ces unités. Il semblait donc n'être qu'un « petit poisson » à côté d'hommes comme Otto Ohlendorf et Heinz Jost, tous deux docteurs en droit et spécialistes de l'économie. Son expérience militaire et répressive, son esprit pratique et son dévouement total à la cause national-socialiste ont toutefois largement compensé son manque de qualifications académiques. Pendant son pro-

cès, Blobel a tenté de se dédouaner des éliminations de masse commises sous sa direction en soulignant qu'il dépendait du commando militaire de von Reichenau. Il a également tenté de minimiser sa responsabilité en se présentant comme physiquement et mentalement faible, avançant pour preuve ses nombreux séjours à l'hôpital pour cause de maladie. La fièvre typhoïde l'a par exemple contraint à une quarantaine d'un mois – à savoir tout le mois de juillet – à l'hôpital de Lublin. Il a également été admis dans un hôpital psychiatrique à la suite d'un épisode psychotique qui s'est produit à Loutsk au début de la campagne de Russie, en juillet 1941. Complètement confus, Blobel aurait menacé de son pistolet des *Wehrmachtoffiziere* et d'autres personnes se trouvant autour de lui, hurlant qu'il était impossible de tuer autant de Juifs, et qu'ils devaient labourer la terre avec une charrue.

Il s'est remis de cette crise, mais à la mi-août 1941, il a contracté la fièvre de Volhynie (une sorte de paludisme), dont il a réussi à contrôler les maux grâce à l'alcool, mais qui l'a tout de même invalidé pendant plus de deux

semaines. Il n'a toutefois jamais présenté sa maladie comme une raison d'arrêter de travailler ; au contraire, ces problèmes de santé n'ont fait qu'exacerber son zèle. Sa consommation excessive d'alcool lui a ensuite valu un ulcère à l'estomac et une cirrhose. Blobel a finalement été relevé de ses fonctions et renvoyé à Berlin en 1942.

Reinhard Heydrich, le directeur du RSHA, lui a toutefois offert la chance de refaire ses preuves et de revenir en force. Après avoir participé aux massacres perpétrés dans les pays de l'Est, Blobel avait déjà atteint le point de non-retour. Il ne pouvait donc pas refuser et, de toute manière, il n'en avait pas non plus envie : le poste était fait pour lui. Assez paradoxalement, cette nouvelle mission lui a permis de mettre à profit ses compétences dans le domaine de l'architecture (bien qu'il n'ait jamais obtenu son diplôme d'architecte), ses qualités de leader et sa connaissance technique d'outils de combat comme les lance-flammes et la dynamite. Il a été propulsé au commandement de l'*Aktion 1005* en mai 1942. Heydrich a mis Blobel à la disposition d'Heinrich Müller, chef de la Gestapo (division IV du RSHA). Müller l'a ensuite redirigé vers Eichmann pour qu'il l'informe sur la « Solution finale » à la question juive. La mis-

sion de Blobel était claire : effacer toute trace des massacres commis dans les pays de l'Est.

Pour mener à bien cette mission, Blobel s'est vu attribuer des compétences et des accréditations validées par Müller, dont il recevait des ordres directs, mais toujours oraux. À partir de ce moment, Blobel a multiplié les allers-retours entre Berlin et les territoires de l'Est, avec pour tâche de localiser les fosses communes, de coordonner ses activités avec les différents corps d'armée, et parfois de s'assurer de leur soutien logistique. Il a créé des commandos spéciaux composés d'un commandant du SD et de plusieurs membres d'antennes locales de la *Sipo-SD* basées au sein du *Generalgouvernement*, en Ukraine, dans les États baltes et en Biélorussie, et dont les dirigeants étaient soumis à ses ordres. Les services de police allemands de la *SchuPo* (*Schutzpolizei*) ou de l'*OrPo* (*Ordnungspolizei*) étaient chargés de la surveillance interne des différents sites, tandis que des unités de soutien locales ou des *Volkdeutsche* s'occupaient de la surveillance externe. Chaque personne impliquée était tenue au secret. Les Juifs, les prisonniers de guerre soviétiques et les prisonniers politiques utilisés comme main-d'œuvre gratuite étaient éliminés dès la fin de chaque chantier ; aucun d'entre eux n'a été épargné.

Blobel est devenu une sorte d'instructeur pour les nazis responsables de la destruction des corps des Juifs assassinés. Lors de son procès, Blobel a toutefois nié avoir exploité et tué des prisonniers, peu désireux d'ajouter ces crimes aux charges qui pesaient déjà contre lui.

Sa mission au poste de commandement de l'*Aktion 1005* s'est poursuivie jusque fin 1944. Il devait ensuite rallier, avec d'autres membres de l'*Aktion 1005*, le siège d'une unité baptisée *Iltis* et dédiée à la lutte antipartisans en Carinthie et en Yougoslavie, mais de nouveaux problèmes de santé se sont mis en travers de sa route. Devant la gravité de son état, il a dû renoncer à sa mission pour se faire soigner dans un sanatorium de Maribor. Paul Blobel a été arrêté par les Américains le 8 mai 1945, à Rastatt. La victoire des Alliés a ainsi mis un terme à la folle ascension de l'un des serviteurs les plus zélés du régime. Blobel n'était au final qu'un homme sans destin précis qu'un certain nombre de choix et de convictions idéologiques ont progressivement transformé en bourreau, et en technicien de la mort.

Frédéric Crahay
Directeur
ASBL Mémoire d'Auschwitz

Nom et prénom

Classe / Cours

Nous voyons régulièrement deux réactions extrêmes émerger lorsque les auteurs de crimes se présentent à leur procès :

Il y a ceux qui se justifient en évoquant « l'obéissance aux ordres » d'un côté et ceux qui racontent avec une certaine fierté comment ils ont défendu leur pays et/ou leur idéologie, même en exécutant les atrocités les plus inavouables.

Cherche des exemples des deux cas.

Dans un cas, s'agit-il seulement de lâches ?

Dans l'autre cas, s'agit-il exclusivement de psychopathes sadiques ?

Explique ta réponse à l'aide d'exemples.

Remarques de l'enseignant/e

TRACES DE MÉMOIRE

est une publication trimestrielle de
l'ASBL Mémoire d'Auschwitz



www.auschwitz.be

LE RÉGIME DES KHMERS ROUGES AU CAMBODGE

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges se sont emparés du pouvoir au Cambodge. Ils ont évacué les villes à grand renfort de violence, vidé les hôpitaux et les monastères bouddhistes, fermé les écoles, les usines et les bibliothèques, et aboli la monnaie et les salaires. La liberté d'expression, de circulation et de culte a disparu pendant près de quatre ans, tout comme le droit à l'association, au rassemblement et au débat. La vie de famille n'a pas non plus été épargnée, les Cambodgiens ayant par exemple été forcés à prendre leurs repas dans des salles collectives. Le communisme des Khmers rouges peut être considéré comme une forme d'« ultramaoïsme », un régime féodal radicalement antiurbain inspiré de la révolution culturelle qui s'est déroulée en Chine entre 1966 et 1976. D'avril 1975 à janvier 1979, le Kampuchéa démocratique a été géré comme une sorte de camp de prisonniers géant dont le nombre de victimes est aujourd'hui estimé à 1,7 million¹, soit 20 % de la population actuelle du Cambodge.

La montée au pouvoir des Khmers rouges

Dans le Cambodge d'avant la révolution, les paysans étaient mieux traités que leurs voisins vietnamiens ou thaïlandais : les terres étaient assez équitablement réparties, et la plupart des agriculteurs possédaient leurs propres terrains. La population rurale était cependant endettée, et le nombre de fermiers et de métayers dépouillés de leurs terres a quintuplé entre 1950 et 1970². Une nouvelle classe de paysans ruinés s'est ainsi développée en marge de la classe moyenne composée de propriétaires fonciers. La situation de ces misérables était suffisamment désespérée pour qu'ils n'aient rien à perdre en cas de révolution sociale. Le fossé entre ville et campagne est l'un des principaux facteurs de la prise de pouvoir d'un mouvement né en 1951 : les Khmers rouges. Alors que les campagnes étaient dominées par les Khmers, les villes abritaient de larges communautés ethniques chinoises et vietnamiennes. L'industrie urbaine était en outre assez peu développée,

et produisait peu de biens de consommation destinés aux zones rurales. De nombreux paysans considéraient par conséquent les villes comme les centres d'une autorité politique et économique inégalitaire exercée par des étrangers. Pour « purifier » le pays, les Khmers rouges ont ordonné, dès leur accession au pouvoir, le déplacement des citadins « contaminés » vers les campagnes afin de les « rééduquer ».

Un autre facteur fut la revitalisation fulgurante qu'a connue l'enseignement dans les années 1960, après une longue période de négligence sous le règne colonial français (1887-1954). Ce nouvel essor a créé un clivage générationnel entre les agriculteurs et les jeunes instruits, qui peinaient bien souvent à trouver du travail après leurs études secondaires, et allaient par conséquent grossir les rangs des dissidents politiques. Dans les années 1960, les Khmers rouges ont ainsi recruté une profusion d'enseignants et d'étudiants. Saloth Sâr (1925-1998) – le futur leader des Khmers rouges, connu à partir de 1975 sous le nom de

guerre de Pol Pot – est rentré au Cambodge en 1953 après avoir profité d'une bourse d'études en France. Dans les années 1960, il s'est allié à d'autres jeunes communistes cambodgiens ayant, pour la plupart, le même passé académique, pour prendre la tête du Parti ouvrier du Kampuchéa, une organisation provietnamienne qui s'était opposée au colonialisme français pendant que Pol Pot vivait à Paris. En 1966, les nouveaux dirigeants du parti le rebaptisent « Parti communiste du Kampuchéa » (PCK) et entament leur ascension vers le pouvoir en s'opposant au gouvernement neutraliste du prince Norodom Sihanouk (1922-2012).

Le régime toujours plus répressif de Sihanouk a poussé une partie de la population à se rebeller, permettant à l'élite khmère menée par Pol Pot de rallier les vétérans de la lutte pour l'indépendance de 1953 à son projet de révolte pour 1967-1968. Pol Pot a profité du désaccord qui régnait entre les communistes chinois et vietnamiens concernant le Cambodge pour s'attirer le soutien des Chinois



Pol Pot à l'époque où il était à la tête du Kampuchéa démocratique, entre 1975 et 1979

et s'offrir une précieuse marge de manœuvre contre les communistes khmers pro-vietnamiens. Si les ambitions politiques de Pol Pot étaient purement internes, elles ne se seraient jamais concrétisées si les États-Unis n'avaient pas profondément ébranlé la stabilité économique et militaire du Cambodge à partir de 1966. Le 18 mars 1966, l'armée de l'air américaine a secrètement envoyé ses bombardiers B-52 à l'assaut de bases vietnamiennes présumément dissimulées dans la campagne cambodgienne. Un an plus tard, le prince Norodom Sihanouk a été renversé par le général Lon Nol (1913-1985), soutenu par les États-Unis. La guerre du Vietnam a ensuite brouillé la frontière vietnamo-cambodgienne, et entraîné une nouvelle guerre civile au Cambodge. Les bombardements américains sur les campagnes cambodgiennes se sont intensifiés entre 1970 et le 15 août 1973, tuant près de 150 000 Cambodgiens. Des centaines de milliers de paysans ont alors progressivement gagné les villes, d'abord pour échapper aux bombes américaines, ensuite pour se soustraire au régime des Khmers rouges.

Les purifications internes et l'idéologie des Khmers rouges

La direction du PCK, connu sous le

nom de *Angkar* (« Organisation »), a lancé son programme de purification dans les années 1960 en éliminant les membres du parti considérés comme trop proches des communistes vietnamiens. Après la prise de pouvoir de 1975, les purifications par la violence se sont multipliées. Les personnes arrêtées étaient envoyées au cœur du système de terreur : la prison du service de sûreté intérieure (*Santebal*, la police politique) de Phnom Penh – nom de code : Office S-21. Environ 20 000 personnes, principalement des fonctionnaires régionaux et des dissidents présumés, ont été torturées et assassinées entre 1976 et 1979 dans cet établissement, qui abrite aujourd'hui le musée du génocide Tuol Sleng. Le chef du *Santebal*, Kaing Guek Eav, alias Duch (1942-2020), dépendait directement de Son Sen (1930-1997), le ministre de la Défense du régime de Pol Pot.

Outre les modèles stalinien et maoïste, l'un des fondements de la vision politique des adeptes de Pol Pot était la poursuite d'une certaine grandeur nationale et raciale. Leurs divergences d'opinions avec les communistes vietnamiens rencontrés à Paris au début des années 1950 avaient principalement trait à la grandeur symbolique du temple khmer médiéval d'Angkor Wat, et à l'enver-

gure de la population, trop limitée à leur goût. Pour Pol Pot, le Cambodge n'avait rien à envier à ses voisins. Il lui fallait tout simplement retrouver sa gloire préboudhique en restaurant la robuste économie de l'empire médiéval d'Angkor et en récupérant les « territoires perdus » qu'étaient le Vietnam et la Thaïlande. Le Kampuchéa démocratique valorisait la « race » cambodgienne, et non les individus. Les « impuretés » nationales incluaient donc les personnes instruites à l'étranger (à l'exception de Pol Pot et de ses suiveurs qui avaient pourtant étudié à Paris), et les ennemis de l'héritage cambodgien – en particulier les Vietnamiens. Le Cambodge s'est par conséquent peu à peu coupé du monde : fermeture des frontières, invasion militaire des pays limitrophes, interdiction de parler une langue étrangère, démantèlement des ambassades et des agences de presse, dissolution des antennes télévisées et des journaux locaux, confiscation des radios et des vélos, répression des appels téléphoniques et des échanges de courriers... Les Cambodgiens ont très vite réalisé qu'il valait mieux dissimuler toute connaissance ou compétence « contaminée » par des influences étrangères. Les interactions humaines ont été réduites à la transmission d'instruc-

Duch lors d'une audience du tribunal cambodgien, le 5 décembre 2008



© Tang Chhin Sothy / AFP

tions et d'ordres. Entre le dévouement de la population demandeuse d'un réveil nationaliste, la mobilisation inévitable d'une résistance, et l'inflexibilité d'un régime prêt à tout pour atteindre son idéal, toutes les conditions étaient réunies pour faire du Cambodge le théâtre d'une tuerie de masse ou d'un génocide. Entre 1975 et 1979, la majorité khmère a éliminé 15 % du peuple rural, et 25 % des habitants des villes³. Au départ, le Kampuchéa démocratique faisait une distinction entre les « anciens citoyens » (ceux qui habitaient déjà les territoires privilégiés par les Khmers rouges avant 1975) et les « nouveaux citoyens » (ceux qui vivaient dans les villes, les derniers vestiges du régime de Lon Nol). Les villes ont beau avoir été évacuées en avril 1975, personne n'a été épargné par les massacres purificateurs de 1977-1978, dont le plus effroyable de tous s'est déroulé lors des six derniers mois du régime dans la partie est du pays, lorsque la population de cette zone frontalière du Vietnam a été soupçonnée de dissidence politique. Après avoir éliminé des centaines de personnes lors d'exécutions de masse, les Khmers rouges ont déporté des dizaines de milliers de villageois vers le nord-ouest du pays. Le gouver-

nement basé à Phnom Penh les a alors obligés à porter un foulard bleu pour marquer leur provenance orientale – ce n'est pas sans rappeler l'étoile jaune imposée aux Juifs par les nazis entre 1941 et 1945 –, avant de les exterminer.

Les dirigeants les plus puissants, c'est-à-dire les responsables des tueries de masse et du génocide cambodgien, étaient établis à Phnom Penh (la capitale cambodgienne), et connus sous le nom de « Centre du parti ». La politique génocidaire a donc émané de ce petit groupe d'anciens cadres du parti qui a pris les rênes du pays à partir de 1960. Parmi les grandes figures du mouvement, on retrouve Pol Pot (Frère numéro 1), Nuon Chea (1926-2019, Frère numéro 2), Ieng Sary (1925-2013, Frère numéro 3) et Khieu Samphân (1931 –, Frère numéro 4).

Les victimes du régime et les motifs raciaux de l'oppression

Le gouvernement de Pol Pot voulait bannir le bouddhisme au Cambodge. Selon les dires de témoins oculaires, les Khmers rouges ne se contentaient pas d'éliminer les moines : ils forçaient les survivants à se déshabiller avant de les prendre en chasse. En à peine un

an, le bouddhisme a été quasi éradiqué du Cambodge. Début 1977, le pays ne comptait plus aucun monastère actif, et les moines avaient tous disparu de la circulation.

Les principales minorités ethniques au Cambodge avant 1970 étaient les Vietnamiens, les Chinois et les Chams islamiques. Contrairement à la plupart des autres régimes communistes, le gouvernement de Pol Pot a choisi d'ignorer ces groupes ethniques qui constituaient, avec 20 autres minorités nationales, plus de 15 % du peuple cambodgien. La position officielle du régime était que ces ethnies ne représentaient que 1 % de la population. Cette radiation statistique ne les a toutefois pas protégées d'une violente persécution physique. La communauté vietnamienne a par exemple été complètement éradiquée. Selon les dires de témoins issus d'autres groupes ethniques, notamment des Khmers mariés à des Vietnamiens, il s'agissait purement et simplement d'une campagne d'extermination raciale.

Les Chinois soumis au régime de Pol Pot ont connu la plus grande tragédie n'ayant jamais touché la diaspora chinoise en Asie du Sud-Est : des 425 000 Chinois établis au Cambodge en 1975, seuls



© Jean Pickery / Fondation Auschwitz, 2012

La prison de Tuol Sleng (aujourd'hui transformée en musée), avec, au premier plan, sa potence collective

200 000 ont survécu aux quatre années suivantes. Ces Chinois habitaient principalement les villes, et les Khmers rouges leur ont rapidement collé l'étiquette de citadins archétypes et de prisonniers de guerre. Ils n'ont pas été exécutés pour des motifs raciaux, mais, à l'instar d'autres victimes de l'évacuation des villes, ils ont été contraints de travailler beaucoup plus dur et dans des circonstances beaucoup plus déplorables que les habitants des campagnes. Pour eux, le non-respect d'une quelconque directive était bien souvent synonyme de peine capitale. Il s'agissait donc ici d'une discrimination systématique basée sur les origines géographiques et sociales de chacun. La minorité chinoise a également été décimée par la faim et des maladies telles que la malaria.

En 1975, les Chams islamiques étaient au moins 250 000. Avec leur religion, leur langue et leur culture distinctes, leurs grands villages et leurs réseaux indépendants, ils étaient perçus comme une menace pour la société et étaient donc surveillés de près par les acolytes de Pol Pot. Le nouveau gouvernement de Pol Pot s'est attaqué à cette communauté dès 1975, provoquant par la même occasion de violentes in-

surrections. Lorsque les autorités ont tenté de rassembler tous les exemplaires du Coran sur une île du Mékong, les villageois ont protesté en organisant une manifestation. Les troupes des Khmers rouges ont alors tiré sur la foule. Les Chams se sont vengés en assassinant une demi-douzaine de soldats à coups d'épée et de poignard. Peu de temps après, l'armée de Pol Pot a assailli les 113 villages chams du pays. Environ 100 000 Chams ont trouvé la mort, et les rescapés se sont retrouvés éparpillés en petits groupes de quelques familles. La religion et les écoles islamiques ont été interdites, tout comme la langue cham. Des milliers de musulmans ont été obligés de manger de la viande de porc. Bon nombre d'entre eux ont été exécutés pour avoir refusé.

La chute des Khmers rouges et le sort des coupables

L'armée vietnamienne a envahi le Cambodge en janvier 1979 et chassé les Khmers rouges. Un régime beaucoup moins répressif a été instauré sous l'égide de Hun Sen (1952 -), d'abord en tant que ministre des Affaires étrangères, puis en tant que Premier ministre à partir de 1985. Les troupes vietnamiennes se sont retirées en 1989,

après avoir formé une nouvelle armée cambodgienne capable de défendre le pays sans aide extérieure. Dans les dix ans qui ont suivi le renversement de Pol Pot, de nombreuses organisations juridiques de renom ont proposé d'envoyer des délégations enquêter sur les crimes du Kampuchéa démocratique. Sous cette démarche altruiste se cache cependant un complexe jeu de forces géopolitiques, les États-Unis, la Chine et la Thaïlande ayant, pour diverses raisons, choisi de soutenir le régime de Pol Pot afin de mettre des bâtons dans les roues du Vietnam et de l'Union soviétique.

La lutte pour traduire en justice les leaders des Khmers rouges a commencé à porter ses fruits après les élections de 1993 (parrainées par l'ONU), lorsque les Khmers rouges ont assassiné des gardiens de la paix bangladais, bulgares, japonais et chinois. Après le retrait de l'ONU, en 1994, le nouveau gouvernement de coalition cambodgienne a déclaré la révolution des Khmers rouges illégale. Le parti a alors commencé à imploser, et les trahisons et la paranoïa des leaders ont fait le reste. Craignant d'être trahi, Pol Pot a fait assassiner Son Sen en juin 1997. Dans la jungle du nord du Cambodge, les

Le mémorial Choeung Ek,
au cœur des *killing fields*



© Jean Pickery / Fondation Auschwitz, 2012

derniers militaires fidèles à Pol Pot, qui venaient de quitter définitivement leur base, ont écrasé de leurs camions les corps de leurs dernières victimes : Son Sen, sa femme Yun Yat et une douzaine de leurs proches. Ta Mok (1926-2006, pseudonyme d'Ung Choen), nouveau et dernier leader des Khmers rouges, a alors pris les devants : il a arrêté Pol Pot et a organisé un procès-spectacle dans la jungle lors duquel Pol Pot a dû répondre du meurtre de Son Sen. Pol Pot est mort dans son sommeil le mois suivant, alors que les conflits entre les différentes factions battaient toujours leur plein. Les Khmers rouges ont officiellement cessé d'exister en décembre 1999.

En décembre 1998, les plus hauts dignitaires des Khmers rouges encore en vie – à savoir Nuon Chea, ancien secrétaire adjoint du parti, et Khieu Samphân, ancien chef d'État du Kampuchéa démocratique – se sont rendus au gouvernement. Les troupes cambodgiennes ont ensuite capturé Ta Mok en mars 1999. Un mois plus tard, Duch, l'ancien commandant de la prison de Tuol Sleng, a été repéré par un journaliste britannique, et arrêté dans la foulée par la police de Hun Sen. Les procureurs de Phnom Penh ont annoncé que Duch et Mok seraient accusés de génocide, et que Nuon Chea et Khieu Samphân seraient assignés à témoigner, et également accusés de géno-

cide. Il faut évidemment préciser que toutes les victimes cambodgiennes ne sont pas imputables au régime de Pol Pot ; de nombreuses personnes ont péri à cause de la guerre menée par les Américains et du bombardement des zones peuplées du Cambodge entre 1969 et 1973, sans oublier la croissance démographique enrayée par l'instabilité, les migrations et les conditions de vie déplorables qui ont marqué le Cambodge dans les années 1970. 1,7 million de morts sont toutefois directement attribuables au régime des Khmers rouges. La population a par ailleurs subi de lourds traumatismes psychologiques. Malgré cela, il a fallu un certain temps avant que le monde reconnaisse le génocide cambodgien. D'après la Convention de 1948, les classes politiques ne pouvaient être impliquées dans un génocide. Il faut dire que sans cette clause, l'Union soviétique – qui comptait parmi les pays signataires de la Déclaration universelle des droits de l'Homme – aurait risqué d'atterrir sur le banc des accusés.

Le tribunal cambodgien de Phnom Penh a finalement vu le jour en 1997, et les experts de l'ONU ont conclu, en 1999, que les Khmers rouges devaient être accusés de crimes contre l'humanité et de génocide. Dans leur rapport, ils ont affirmé que les événements de 1975-1979 répondaient bel et bien à aux définitions de la

Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. Selon eux, le régime des Khmers rouges a « commis à l'encontre de la population cambodgienne presque tous les crimes énumérés dans la Convention. » Ta Mok est décédé en 2006 alors que son procès était prévu pour 2007. Il n'a donc jamais été jugé. Khieu Samphân et Nuon Chea ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité le 7 août 2014 et condamnés à perpétuité. En 2018, ils se sont vu infliger la même peine pour génocide. Duch a pour sa part été condamné à perpétuité le 3 février 2012 pour homicide, torture, viol et crimes contre l'humanité. Parmi tous ces coupables, Duch est le seul à n'avoir jamais exprimé le moindre remords. ■

Frédéric Crahay
Directeur
ASBL Mémoire d'Auschwitz

¹ L'étude la plus complète à ce jour est celle de Yale. Voir : <https://gsp.yale.edu/case-studies/cambodian-genocide-program>, consulté le 13 septembre 2022.

² Ben Kiernan, Boua Chanthou (eds.), *Peasants and Politics in Kampuchea*, Londres, Zed Press, 1982, p. 4.

³ Ben Kiernan, *The Cambodian Genocide, 1975-1979, The Holocaust and other Genocides*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2012, p. 83.

Dans cette rubrique : des images, des textes, des liens Internet, sans commentaire. Que sais-tu du contenu de cette page ? Quel est le lien avec le thème et quelle est ton opinion critique ? Envoie ta réponse à ces trois questions par mail via georges.boschloos@auschwitz et gagne une de nos publications au choix.

NO COMMENT

Les photos de la rubrique **NO COMMENT** des quatre *Traces de Mémoire* de 2022-2023 se complètent.



© USHMM

© USHMM

LE SAVIEZ-VOUS ?

Maria Mandl lors de son extradition vers la Pologne



MARIA MANDL ÉTAIT SURNOMMÉE « LA BÊTE D'AUSCHWITZ »

« [...] Pendant ces sélections, l'accusée Mandl torturait les déportés avec cruauté ; elle frappait les femmes, les hommes et les enfants avec un fouet, et distribuait des coups de pied à tout va. Elle arrachait les enfants des bras de leur mère, et quand celles-ci essayaient de rejoindre leurs enfants et de les protéger, elle les battait violemment. Un jour, une jeune mère de 20 ans qui se trouvait juste à côté de moi a essayé d'approcher son enfant de deux ans. Elle s'est fait attraper, et Mandl l'a battue jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus se relever. » Cette citation est extraite du témoignage livré par Sala Feder lors du procès d'Auschwitz, qui s'est tenu en 1947 à Cracovie. Elle résume en quelques mots les terribles « activités » de la gardienne SS Maria Mandl, et explique également pourquoi cette dernière était surnommée « la Bête ».

Maria Mandl (parfois orthographié Mandel) est originaire de l'Empire d'Autriche. Née en 1912 au sein d'une famille modeste, elle décide de s'installer à Munich après l'Anschluss de 1938. La même année, en octobre, elle postule comme SS-Aufseherin (gardienne) au KL de Lichtenburg (voir *Traces de mémoire* n°45). Moins d'un an plus tard, elle rejoint le KL de Ravensbrück, où elle s'attire rapidement les bonnes grâces de ses supérieurs. Elle n'est toutefois promue qu'en avril 1942, soit un an après avoir rejoint le NSDAP. Elle accède alors au grade de SS-Oberaufseherin. Pour elle, ce nouveau poste est synonyme de pouvoir : outre le recrutement des nouvelles Aufseherinnen, elle est, en effet, chargée du fonctionnement quotidien du camp, ce qui signifie qu'elle peut distribuer des punitions à sa guise pour y faire régner l'ordre... ou la terreur. En octobre 1942, elle est mutée à Auschwitz pour y remplacer Johanna Langefeld (voir *Traces de mémoire* n° 45).

À son arrivée sur place, elle est nommée SS-Lagerführerin du camp pour femmes, qu'elle régentait avec tout autant de brutalité et de cruauté. En raison de sa bestialité, Maria Mandl parvient à s'imposer dans un monde

d'hommes, et à asseoir son autorité sur les détenues féminines comme sur leurs homologues masculins. Elle ne rend d'ailleurs de comptes qu'à Rudolf Höß et ses successeurs (voir *Traces de mémoire* n° 45). Elle se voit ensuite confier le commandement de plusieurs camps satellites rattachés à Auschwitz, et nomme Irma Grese (voir *Traces de mémoire* n° 48) à la tête de la section du camp pour femmes de Birkenau réservée aux détenues hongroises.

Sa brutalité est sans égale. Elle prend par exemple pour habitude de se poster à l'entrée du camp pour y attendre le retour des travailleurs forcés. Quiconque ose sortir des rangs est immédiatement emmené... pour ne jamais réapparaître. Par ailleurs, la colonne de travailleurs doit marcher au rythme d'un orchestre féminin formé par Mandl elle-même. Elle est également présente à l'arrivée des trains de déportation. Pendant plus de deux ans, elle prend activement part à la sélection des détenus envoyés à la chambre à gaz, signant ainsi l'arrêt de mort de près d'un demi-million d'êtres humains. Les loyaux services de la « Bête d'Auschwitz » sont même récompensés par une *Kriegsverdienstkreuz* (croix du

Mérite de guerre) de 2^e classe.

Lorsqu'il devient évident que l'Allemagne va perdre la guerre, Mandl est envoyée au KL de Mühldorf, un camp satellite du KL de Dachau. Elisabeth Volkenrath lui succède à Auschwitz, elle y sera arrêtée peu après. En mai 1945, Maria Mandl fuit vers le sud de la Bavière, où elle est arrêtée environ trois mois plus tard par l'armée américaine. Ses interrogateurs découvrent alors une femme intelligente qui s'est acquittée de son travail dans les camps avec le plus grand dévouement. En septembre 1946, Maria Mandl est livrée à la Pologne.

Le procès des bourreaux d'Auschwitz s'ouvre à Cracovie un an plus tard. Après avoir entendu différents témoins oculaires, la cour la reconnaît coupable et la condamne à mort. Elle demande à être pardonnée peu avant son exécution, mais est malgré tout pendue le 24 janvier 1948, à l'âge de 36 ans, pour les actes de cruauté qu'elle a perpétrés pendant l'ère nazie. ■

Johan Puttemans
Coordinateur pédagogique
ASBL Mémoire d'Auschwitz

COMMÉMORATION DE L'AUTODAFÉ

Le 10 mai 2023, nous commémorerons l'autodafé qui a eu lieu à Berlin, le 10 mai 1933, il y a 90 ans.

À cette occasion, la **Fondation Auschwitz** vous accueillera pour une soirée littéraire à la librairie bruxelloise **TROPISMES**, située au 11 Galerie des Princes, à 19 h.

Nous nous concentrerons sur les ouvrages récemment publiés

concernant la Shoah et d'autres meurtres de masse et génocides.

Nous profiterons également de l'occasion pour présenter notre vaste bibliothèque et nos publications.

Un invité y lira quelques textes.

Cette activité est gratuite, mais l'inscription est obligatoire.

remember@auschwitz.be



SÉANCE DE CINÉMA GRATUITE POUR VOTRE CLASSE

Depuis plusieurs années, l'**ASBL Mémoire d'Auschwitz** organise chaque année, le premier mardi de février, une séance de cinéma gratuite pour les écoles.

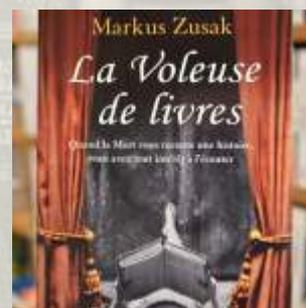
En 2023 également, vous pourrez inscrire votre classe à la projection gratuite d'un film. Le titre choisi est « *La voleuse de livres* », basé sur le

roman du même nom de Markus Zusak.

Vous recevrez une fiche pédagogique sur laquelle vous pourrez travailler ensemble en classe après le film.

Contactez-nous pour obtenir le règlement.

georges.boschloos@auschwitz.be



LA BD DANS L'ACTUALITÉ

Ces derniers mois, nous avons constaté un intérêt manifeste pour la bande dessinée en tant que messenger de l'histoire de la Shoah : La bande dessinée *Deuxième Génération* de Michel Kichka a été adaptée au cinéma sous le titre *Les Secrets de mon Père* ; un concours de BD est actuellement en cours au War Heritage Institute : *Bulles de Mémoire* (voir *Traces de mémoire* n° 42) et un article dans ce numéro est consacré à la nouvelle exposition à Paris : « Spirou dans la tour-

mente de la Shoah. »

La bibliothèque de la **Fondation Auschwitz** met également à la disposition des étudiants et des enseignants une vaste collection de bandes dessinées et de romans graphiques. Voici quelques-uns des titres disponibles pour la consultation (sur rendez-vous) : *Maus* d'Art Spiegelman, les collections complètes de *Femmes en Résistance* de Régis Hautière, de *L'envolée sauvage* de Laurent Galandon, *Spirou* d'Émile Bravo et bien d'autres encore...

emmanuel.verschueren@auschwitz.be



À gauche : Arthur Prauss
À droite : Johann Kantschuster



© TDR

© TDR

LA BRUTALITÉ DES GARDIENS ALLEMANDS DU SS-AUFFANGLAGER DE BREENDONK

Dans le numéro précédent (45), nous avons parlé des commandants du SS-Auffanglager de Breendonk. Il faut toutefois préciser que, hormis quelques exceptions, leurs crimes relevaient entièrement de leur responsabilité, puisque tout ce qui se passait dans le camp leur était imputable.

Dans cet article, nous évoquerons deux responsables directs des atrocités commises contre les détenus de Breendonk : Arthur Prauss et Johann Kantschuster.

Arthur Prauss, la brute

Né à Berlin en 1892, Arthur Prauss combat lors de la Première Guerre mondiale. En avril 1933, il devient membre de la SA, et rejoint la SS peu après. Quatre ans plus tard, il s'affilie au NSDAP.

En octobre 1940, cet homme pourtant quasi analphabète est détaché en Belgique pour y assurer, sous la direction de Philipp Schmitt, la gestion quotidienne du tout nouveau SS-Auffanglager de Breendonk (voir *Traces de mémoire* n° 25). Son rôle consiste à organiser le camp d'accueil. Pour le reste, il a carte blanche. Usant de sa position d'officier allemand il fait régner la terreur à Breendonk, et devient rapidement l'un des SS les plus craints en raison de sa brutalité verbale et physique sans limites. Il instille ainsi la peur chez les détenus à coups de poings ou de fouet, n'hésite pas à les injurier, à les intimider et à les

rabaisser pour faire de Breendonk un véritable enfer sur terre. Au camp, Prauss est omniprésent : sur le chantier, dans les chambres, à l'infirmierie, dans la salle de torture, sur la place d'appel... impossible pour les prisonniers de se soustraire à ses récriminations et à ses agressions physiques. Sa consommation (abusives) d'alcool ne fait rien pour adoucir son caractère, qui se dégrade encore lorsqu'il apprend que sa femme et ses enfants, restés en Allemagne, ont été tués à la suite de frappes aériennes. Rongé par la rancœur et l'alcoolisme, Arthur Prauss est en proie à des accès de colère de plus en plus fréquents. Il est l'un des derniers SS à prendre la fuite, quittant Breendonk le 2 septembre 1944 pour rentrer en Allemagne. On suppose qu'il a perdu la vie pendant la bataille de Berlin (avril 1945), même si quelques personnes ont prétendu

l'avoir reconnu après la Seconde Guerre mondiale.

Johann Kantschuster, le psychopathe

Johann Kantschuster naît en 1897 en Bavière. Lors de la Première Guerre mondiale, il combat au front et subit quelques blessures. Après la Grande Guerre, il travaille comme ouvrier et revendique son appartenance à l'extrême droite en s'affiliant à un *Freikorps*. Il rejoint le NSDAP en 1928, et intègre la redoutée SS dans la foulée. Dans les années 1920, il est condamné à plusieurs reprises pour des faits de violence.

Kantschuster entame sa sinistre besogne de gardien dès le début de l'ère des camps nazis ; en mars 1933, il est affecté au KL de Dachau, où il fusille personnellement un détenu peu de temps après son arrivée. Un peu plus tard, la police annule le mandat d'arrêt

Réflexion éthique :

On voit régulièrement des gardiens ou autres tortionnaires avoir des problèmes de boisson. On a parfois prétendu que ce problème d'alcool serait une conséquence des atrocités qu'on leur ordonne d'accomplir. D'autres affirment que les atrocités qu'ils font subir aux autres sont plus probablement le résultat de leur dépendance à l'alcool. Qu'en pensez-vous ?

dont il fait l'objet pour lui permettre de poursuivre sa carrière. À partir de 1938, le sort commence à lui être moins favorable, ses problèmes d'alcool interférant avec ses fonctions au sein du système des camps de concentration nazis. Victime de son comportement, Johann Kantschuster est muté une première fois et quitte Dachau pour le KL de Ravensbrück, où il traite les détenues féminines avec une brutalité sans nom. Continuant à boire plus que de raison, il fait une mauvaise chute et tombe sur la tête. Cet accident lui laisse des séquelles psychiques qui ont pour effet de décupler sa cruauté. Sa brutalité à Ravensbrück oblige ses supérieurs à le muter une nouvelle fois. Ils l'affectent alors au KL de Mauthausen. Un jour, après une altercation avec un autre gardien, Johann Kantschuster dégainé son arme dans la cantine du camp, et met en joue son collègue SS. Il est alors contraint de passer un examen psychiatrique. Le diagnostic est sans appel : Johann Kantschuster n'est plus tout à fait maître de ses actes. En guise de dernier avertissement, il est à nouveau muté, avec pour nouvelle destination le KL de Sachsenhausen. À cause de l'abus d'alcool,

Caricature de Prauss par Jacques Ochs, détenu à Breendonk



son corps se dégrade à vue d'œil. Les médecins le déclarent alors incapable de continuer à servir la *Waffen-SS*. Il ne subsiste aucune trace de Kantschuster pendant les premières années de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à ce qu'il refasse surface en septembre 1942 en tant que gardien à Breendonk.

Il devient rapidement l'un des SS les plus craints du camp ! En plus d'être ivre dès le matin et jusque tard le soir, ses tendances psychopathes font de son service une bien macabre période. Johann Kantschuster a semé la mort et la désolation partout dans son sillage : en plus d'avoir la gâchette facile, il aimait donner le coup de grâce aux otages fusillés. Avec son tempérament exceptionnellement agressif, il a fait de Breen-

donk un enfer. Johann Kantschuster n'y a passé que 7 mois, mais cela a suffi à faire de cette période la plus meurtrière de l'histoire du camp.

Après une dernière mutation, en avril 1943, il a définitivement disparu des radars. Une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, des recherches ont été lancées en Belgique et en Allemagne dans le but de le retrouver, bien qu'il ait été déclaré disparu au printemps 1945. Ces efforts ont été officiellement abandonnés en 1982. Le sort de l'un des gardiens les plus redoutés de Breendonk reste donc un mystère.

Johan Puttemans
Coordinateur pédagogique
ASBL Mémoire d'Auschwitz

QUAND SPIROU CROISE FELIX NUSSBAUM ET LES VICTIMES DE LA SHOAH

Quel rapport y a-t-il entre Spirou, personnage de bande dessinée, grand héros belge, et le peintre juif allemand Felix Nussbaum, assassiné à Auschwitz ? La tétralogie *L'Espoir malgré tout*, d'Émile Bravo, dans laquelle fiction et réalité, petite et grande histoire se croisent.

Mais aussi une exposition, du 9 décembre 2022 au 30 août 2023, au Mémorial de la Shoah, à Paris.

Le dessinateur Émile Bravo, dans sa tétralogie *L'Espoir malgré tout*, fait se rencontrer Spirou, personnage de fiction, avec cette figure réelle, victime de la Shoah. Parfaitement documenté, Bravo décrit les conditions de survie du couple d'artistes juifs allemands que forme le peintre avec son épouse, et intègre Spirou dans leur quotidien précaire.

Un véritable chef-d'œuvre qui a reçu le Fauve d'Or de la meilleure série, à l'occasion du 49^e Festival de la Bande dessinée d'Angoulême.

Suite à la sortie du quatrième et dernier tome de la série paru le 20 mai 2022 aux éditions Dupuis, qui fêtent leurs 100 ans cette année, le Mémorial de la Shoah retrace la rencontre Spirou/Nussbaum dans une exposition à découvrir à partir du 8 décembre 2022.

À travers la confrontation des planches du *Spirou* d'Émile Bravo, d'œuvres originales de Felix Nussbaum, de documents d'archives et d'images fixes et animées, cette exposition permet de comprendre l'Occupation de la Belgique : son

administration, sa vie quotidienne, l'attitude de sa population à la fois résistante, opportuniste, collaboratrice ou encore résignée et les persécutions contre les Juifs en Belgique.

La rencontre fictive entre Spirou et le peintre méconnu, figure de la Nouvelle Objectivité, Felix Nussbaum et de sa femme Felka, déportés en 1944 à Auschwitz, entraîne le personnage de bande dessinée dans la tourmente de la Shoah.

Il découvre les déportations des Juifs depuis la Belgique et notamment de la Caserne Dossin à Malines, principal lieu de départ des convois des Juifs déportés de Belgique et du Nord-Pas de Calais.

L'exposition replace également Spirou dans ses origines réelles. En effet, Spirou, c'est aussi un hebdomadaire créé en 1938, dont le rédacteur en chef, Jean-Georges Evrard dit Jean Doisy, est engagé dans diverses structures antifascistes depuis plusieurs années. Dès 1940, il intègre le Front de l'Indépendance, utilisant le journal et sur-



tout le théâtre de marionnettes le Farfadet (qui inspirera Émile Bravo) comme couverture à ses actions de résistance.

Il recrute notamment pour le Comité de défense des Juifs, Victor Martin, connu comme « l'espion d'Auschwitz », et Suzanne Moons, alias « madame Brigitte », qui sauve à elle seule plusieurs centaines d'enfants juifs belges. Ses fonctions de rédacteur en chef du *Journal de Spirou* lui permettent d'établir un lien privilégié avec les dizaines de milliers de lecteurs à qui, chaque semaine, il enjoint de tenir bon face à l'adversité. Certains suivront ses conseils et intégreront les rangs de la résistance.

La série *L'Espoir malgré tout* d'Émile Bravo interroge la notion d'héroïsme, d'engagement, d'humanité, de solidarité, de justice, Spirou devenant le témoin de la guerre et de l'Occupation en observant comment les individus s'organisent et les ressorts d'une résistance face à l'injustice.

Infos :
www.memorialdelashoah.org



VOYAGE D'ÉTUDES

SUR LES TRACES DE LA
SHOAH
EN POLOGNE

© Fondation Auschwitz/Georges Boschloos



Les visites guidées (en français) sont complétées par de nombreux plans, dessins, photos et témoignages



© Fondation Auschwitz/Georges Boschloos



Nous visitons plusieurs musées exceptionnels.
Ci-contre le musée Radegast à Łódź

Depuis quarante ans, la Fondation Auschwitz et l'ASBL Mémoire d'Auschwitz organisent chaque année un voyage d'études à Auschwitz et Birkenau. C'est là que la majorité des Juifs de Belgique ont été déportés. Les Juifs aptes au travail étaient enfermés dans le camp de concentration et les autres tués dans le centre d'extermination.

Sans vouloir minimiser le rôle d'Auschwitz – aussi bien pour l'histoire de la destruction qui a frappé la communauté juive en Belgique, que pour l'importance d'Auschwitz dans son ensemble – il est également important d'analyser la Shoah en d'autres lieux à l'Est. Rassemblant les déportés de l'Europe de l'Ouest, mais égale-

ment de nombreux autres pays, Auschwitz s'est développé en tant qu'archétype de la destruction des Juifs en Europe. Il est vrai que lorsqu'Auschwitz devient entièrement opérationnel, la plus grande partie de l'« *Aktion Reinhardt* » (l'annihilation des Juifs du Gouvernement général) était déjà accomplie.

Après la première phase de la destruction des Juifs, c'est-à-dire après les actions meurtrières menées par les *Einsatzgruppen* (la « Shoah par balles », dans les Pays baltes, en Biélorussie, en Ukraine et en Russie), qui furent psychologiquement trop « éprouvantes » pour les meurtriers, une nouvelle méthode devait être trouvée pour les quelque 2 284 000 Juifs ré-

sidant dans le Gouvernement général et les 400 000 Juifs habitant dans la région de Białystok.

Au cours de ce nouveau voyage d'études : « **Sur les Traces de la Shoah en Pologne** » de huit jours, nous visiterons les cinq autres centres d'extermination – c'est-à-dire Chełmno, Majdanek, Bełżec, Sobibór et Treblinka –, avec les villes, ghettos (Varsovie, Łódź, Lublin) et lieux de déportation correspondants, dans une perspective historique et pédagogique – en nous aidant notamment de témoignages, de cartes et de photographies –, pour retracer le parcours des déportés juifs d'Europe de l'Est.

Ce voyage se déroulera selon un parcours chronologique et lo-

VOYAGE D'ÉTUDES



◀ Lors de la visite du centre de mise-à-mort, Treblinka, nous organisons une cérémonie de clôture

Après avoir visité l'ancien ghetto des villes, nous nous arrêtons à l'*Umschlagplatz* du lieu, endroit d'où partaient les trains de déportation vers les centres d'extermination ▼



© Fondation Auschwitz/Georges Boschloos



© Fondation Auschwitz/Georges Boschloos

◀ L'ancien ghetto est le point de départ dans chaque ville que nous visitons

gique ; nous visitons à chaque étape la ville concernée et l'ancien ghetto qui s'y trouvait. Il est important de présenter la vie, la tradition et la culture juive d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Afin de permettre le fonctionnement de l'« *Aktion Reinhardt* », trois centres d'extermination ont été construits (Bełżec, Sobibór et Treblinka) ; ceux-ci étaient totalement différents de l'image que nous avons d'Auschwitz en ce qui concerne leur structure. À partir de début 1942 et jusque fin 1943, environ 1 650 000 Juifs ont été déportés des ghettos et exterminés dès leur arrivée.

Avant de nous rendre sur le centre d'extermination, nous marquons

un arrêt sur le lieu où la population juive a entamé son dernier voyage.

Une séance de formation obligatoire est organisée quelques semaines avant le départ, afin d'initier le futur participant à la structure complexe et à l'histoire de la Shoah en Pologne. La matière présentée durant cette séance est indispensable pour une bonne compréhension de ce pan de l'histoire de la Shoah. Celle-ci permettra à l'accompagnateur de replacer, durant le voyage, ces lieux méconnus dans un ensemble cohérent.

**ATTENTION !
DERNIÈRE OCCASION DE VOUS
INSCRIRE POUR 2023 !**

**Départ : 7 août 2023
Retour : 14 août 2023**

Prix : 750,00 € par personne sur base de chambre double (un supplément de 150,00 € par personne sera demandé pour une chambre individuelle). Ce prix comporte le vol aller-retour Bruxelles-Varsovie, 7 nuitées dans des hôtels confortables avec copieux buffet au petit-déjeuner, deux repas chauds par jours, bus privé avec chauffeur tout le long du séjour, les guides dans différents musées et tous les tickets d'entrée pour les musées et les sites que nous visitons en groupe.

Renseignements et inscriptions :
georges.boschloos@auschwitz.be

DÉCOUVREZ LE FONDS DES TÉMOIGNAGES AUDIOVISUELS DE LA FONDATION AUSCHWITZ



Depuis 1992, la Fondation Auschwitz a collecté 250 témoignages de victimes de la persécution nazie (rescapés juifs, résistants, enfants cachés...).

L'objectif de **l'ASBL Mémoire d'Auschwitz** qui gère ce fonds est à présent de rendre ces récits accessibles au plus grand nombre, notamment via un site web spécifiquement

dédié aux témoignages audiovisuels.

À la fois outil de recherche et lieu de mémoire virtuelle, ce site souhaite rendre hommage aux témoins et perpétuer leur action en faisant circuler leur parole. Vous y trouverez des informations liées aux témoins et aux interviews ainsi que des extraits de leurs témoignages.

Visitez notre site web : <https://fortunoff-testimonies.be>

MÉMOIRE D'AUSCHWITZ ASBL - FONDATION AUSCHWITZ
RUE AUX LAINES 17/BTE 50 - 1000 BRUXELLES - TÉL.: +32 (0)2 512 79 98

WWW.AUSCHWITZ.BE
INFO@AUSCHWITZ.BE

Directeur de la publication : Henri Goldberg
Rédacteurs en chef : Frédéric Crahay, Johan Puttemans
Secrétaire de rédaction : Georges Boschloos
Comité de rédaction : Jean Cardoen, Dirk Lagast, Yves Monin, Thierry De Win, Yannik van Praag
Traductions vers le Français : Ludovic Pierard
Graphiste : Georges Boschloos



Avec le soutien de :



loterie nationale
BIEN PLUS QUE JOUER

SPF Sécurité Sociale
Services des
Victimes de la Guerre